



Assemblée générale

Distr. générale

12 avril 2022

Français

Original : anglais, arabe, chinois,
espagnol, français et russe

Soixante-dix-septième session

Point 13 de l'ordre du jour

**Application et suivi intégrés et coordonnés des textes
issus des grandes conférences et réunions au sommet
organisées par les Nations Unies dans les domaines
économique et social et dans les domaines connexes**

Mise en œuvre des activités relevant de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025)

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport est soumis en application de la résolution [72/306](https://undocs.org/fr/A/RES/72/306)¹ de l'Assemblée générale, dans laquelle l'Assemblée a invité le Secrétaire général à la tenir informée de la mise en œuvre des activités menées dans le cadre de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025) (« la Décennie »), en s'appuyant sur les rapports biennaux établis conjointement par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et l'Organisation mondiale de la Santé, priées de diriger la mise en œuvre des activités relevant de la Décennie dans la résolution [70/259](https://undocs.org/fr/A/RES/70/259)² de l'Assemblée.

La période considérée est marquée par les répercussions de la pandémie de COVID-19, qui menace la sécurité alimentaire, la nutrition, la santé et les moyens de subsistance de nombreuses personnes dans le monde. Néanmoins, pendant la période 2020-2021, de véritables progrès ont été réalisés dans la mise en œuvre des activités relevant de la Décennie. Le présent rapport en donne un aperçu et couvre les principaux faits nouveaux concernant la réalisation des cibles relatives à la nutrition mondiale et aux objectifs de développement durable (ODD) pertinents. On y trouve notamment les progrès réalisés dans les activités liées à la nutrition dans les six domaines d'action du programme de travail de la Décennie, les avancées dans l'enrichissement des connaissances scientifiques pour l'amélioration de la nutrition, ainsi que des informations à jour sur d'autres processus mondiaux liés à la nutrition. On trouve également des informations sur la participation des parties prenantes à l'action en faveur de la nutrition, sous l'impulsion de la Décennie et des dialogues

¹ <https://undocs.org/fr/A/RES/72/306>.

² <https://undocs.org/fr/A/RES/70/259>.



mondiaux pertinents, en particulier le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires et le Sommet Nutrition pour la croissance, tenus en 2021.

Pour surmonter les difficultés créées par la pandémie de COVID-19 et les facteurs sous-jacents persistants de toutes les formes de malnutrition, il faut qu'une volonté politique forte et durable sous-tende une action coordonnée à grande échelle entre les secteurs et au-delà des frontières. Pendant la seconde moitié de la Décennie, toutes les parties prenantes sont appelées à agir de toute urgence et à respecter les engagements pris en matière d'alimentation et de nutrition, y compris les engagements financiers et les investissements complémentaires dans la programmation et les politiques, en vue d'éliminer toutes les formes de malnutrition et d'atteindre les ODD d'ici 2030.

I. Contexte

1. En avril 2016, l'Assemblée générale a adopté la résolution [70/259](#)³, dans laquelle elle a proclamé la période 2016-2025 Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (« la Décennie »). Cette initiative avait été recommandée lors de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2), qui avait été organisée conjointement en novembre 2014 par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et qui a abouti à l'adoption de la Déclaration de Rome sur la nutrition⁴ et de son Cadre d'action⁵. La Déclaration de Rome sur la nutrition établit une vision commune pour une action mondiale visant à éliminer la faim et à mettre fin à toutes les formes de malnutrition et présente dix grands engagements à agir. Le Cadre d'action énonce 60 recommandations pour guider la mise en œuvre effective de ces engagements, qui restent extrêmement pertinentes aujourd'hui.
2. La Décennie offre à toutes les parties prenantes une occasion unique de renforcer, dans un temps limité, les efforts conjoints et de stimuler la concrétisation des engagements et recommandations issus de la CIN2 en politiques et en programmes déterminés au niveau national, à l'appui de la réalisation des cibles mondiales en matière de nutrition et des objectifs de développement durable (ODD) liés à la nutrition.
3. L'Assemblée générale a chargé la FAO et l'OMS : i) de diriger conjointement la mise en œuvre des activités relevant de la Décennie, en collaboration avec le Fonds international de développement agricole (FIDA), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le Programme alimentaire mondial (PAM) ; ii) d'élaborer conjointement un programme de travail de la Décennie, en s'appuyant sur des dispositifs de coordination tels que le Comité permanent de la nutrition du système des Nations Unies⁶ et le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), en concertation avec d'autres organisations et instances internationales et régionales ; iii) produire des rapports biennaux sur la mise en œuvre des activités relevant de la Décennie.
4. Le programme de travail de la Décennie comprend six domaines d'action transversaux et interdépendants, fondés sur les 60 recommandations issues de la CIN2, et s'appuie sur les initiatives menées indépendamment par les gouvernements et leurs nombreux partenaires et les relie entre elles⁷. Des informations clés sont également disponibles sur le site Web de la Décennie⁸.
5. La Décennie prévoit des dispositifs de collaboration avec les pays, tels que des réseaux d'action permettant de partager des expériences, de promouvoir une meilleure coordination et de créer une impulsion politique pour intensifier l'action mondiale autour de sujets liés au programme de travail de la Décennie. La Décennie est l'occasion d'encourager les pouvoirs publics à transformer les engagements mondiaux issus de la CIN2 et le Programme de développement durable à l'horizon 2030 en engagements spécifiques, mesurables, réalisables, pertinents et assortis de délais (SMART) en faveur de la nutrition. Des forums sont utilisés pour partager les

³ <https://undocs.org/fr/A/RES/70/259>.

⁴ www.fao.org/3/ml542f/ml542f.pdf.

⁵ www.fao.org/3/mm215f/mm215f.pdf.

⁶ Voir par. 55.

⁷ www.un.org/nutrition/sites/www.un.org.nutrition/files/general/pdf/mv131_rev1_undoa_wp_rev1_fr.pdf.

⁸ www.un.org/nutrition/fr.

connaissances, présenter les réussites, exprimer les difficultés rencontrées et promouvoir la collaboration aux fins d'une meilleure nutrition.

6. Le présent document est la troisième édition du rapport biennal. Il est présenté en application de la résolution 72/306⁹ de l'Assemblée générale, dans laquelle l'Assemblée a invité le Secrétaire général à la tenir informée de la mise en œuvre des activités menées dans le cadre de la Décennie, et décrit les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de la Décennie pour la période 2020-2021. Il rend compte des principaux faits nouveaux survenus aux niveaux international, régional et national dans les six domaines d'action du programme de travail de la Décennie et donne des indications sur la voie à suivre pour la seconde moitié de la Décennie, dans le contexte du Programme 2030 et de la décennie d'action en faveur des ODD¹⁰ lancée par le Secrétaire général en septembre 2019.

II. Progrès accomplis dans les domaines d'action du programme de travail de la Décennie

7. En matière de nutrition, la période biennale 2020-2021 a été marquée par trois événements majeurs : i) la pandémie de COVID-19 et ses incidences négatives sur la santé, la sécurité alimentaire et d'autres déterminants de la malnutrition ; ii) les événements de haut niveau tenus en 2021 qui ont fait progresser l'action mondiale en faveur de la nutrition : le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires¹¹ et le Sommet Nutrition pour la croissance¹², qui ont en commun l'objectif ambitieux de lutter contre toutes les formes de malnutrition par de multiples voies et ont donné une forte impulsion aux politiques et aux engagements financiers relatifs à la nutrition¹³ ; iii) l'approbation par le CSA des Directives volontaires sur les systèmes alimentaires et la nutrition en février 2021¹⁴.

8. Pendant la première moitié de la Décennie, de 2016 à 2021, les pays ont certes réalisé des progrès, mais les défis en matière de nutrition continuent d'évoluer et de croître. D'ici la fin de 2022, en raison des perturbations liées à la COVID-19, jusqu'à 16,3 millions d'enfants supplémentaires pourraient souffrir d'émaciation et jusqu'à 4,5 millions d'enfants supplémentaires pourraient connaître un retard de croissance¹⁵.

9. Le processus préparatoire du Sommet sur les systèmes alimentaires, comprenant des dialogues¹⁶ à différents niveaux et un pré-sommet tenu à Rome du 26 au 28 juillet 2021¹⁷, a abouti à un sommet qui s'est tenu en ligne le 23 septembre 2021 et a ouvert la voie à la transformation des systèmes alimentaires de sorte qu'ils contribuent à la nutrition, à la santé et au bien-être des populations, aident à restaurer et à protéger la nature et soient climatiquement neutres, afin d'atteindre tous les ODD d'ici 2030.

10. En décembre 2021, le Gouvernement japonais a tenu le Sommet Nutrition pour la croissance, au cours duquel les gouvernements des pays et diverses parties prenantes, notamment des organisations internationales, des donateurs, des philanthropes, des entreprises, des organisations de la société civile, des groupes de

⁹ <https://undocs.org/fr/A/RES/72/306>.

¹⁰ www.un.org/sustainabledevelopment/decade-of-action/.

¹¹ www.un.org/fr/food-systems-summit.

¹² <https://nutritionforgrowth.org/events/>.

¹³ https://nutritionforgrowth.org/wp-content/uploads/2021/09/N4G_UN_FoodSysSummit_9.23.pdf.

¹⁴ www.fao.org/fileadmin/templates/cfs/Docs2021/Documents/CFS_VGs_Food_Systems_and_Nutrition_Strategy_FR.pdf.

¹⁵ www.fao.org/documents/card/fr/c/cb4474en/.

¹⁶ www.un.org/fr/food-systems-summit/dialogues.

¹⁷ www.un.org/fr/food-systems-summit/pre-summit.

jeunes et des universités, ont réaffirmé leur engagement en faveur de la Décennie et se sont redits déterminés à mener une action plus importante en matière de nutrition dans cinq domaines thématiques (santé, alimentation, résilience, responsabilité et financement).

11. L'approbation des Directives volontaires sur les systèmes alimentaires et la nutrition est une avancée pour la Décennie et aidera les pays et leurs partenaires à mettre en œuvre les recommandations issues de la CIN2. Les Directives ont pour objet de faciliter l'élaboration de politiques, de lois, de programmes et de plans d'investissement nationaux coordonnés et multisectoriels devant permettre à des systèmes alimentaires durables d'offrir à tous une alimentation saine et sans danger.

12. En 2020 et 2021, le secrétariat de la Décennie a procédé à l'examen à mi-parcours de la Décennie, qui a été l'occasion d'examiner les réalisations dans les domaines d'action du programme de travail de la Décennie et de repérer les lacunes et les obstacles qui ont entravé les progrès de 2016 à 2020. Un document prospectif¹⁸ relatif à l'examen à mi-parcours, élaboré par le secrétariat de la Décennie, a servi de document d'information pour cet examen.

13. En 2020, dans le cadre du processus d'examen à mi-parcours, des concertations informelles ont été tenues avec les points focaux de la mission à Genève le 19 mars¹⁹, les représentants permanents auprès de la FAO à Rome le 29 avril²⁰ et les missions permanentes auprès des Nations Unies à New York le 23 juillet²¹, ainsi qu'avec le Mécanisme de la société civile et des peuples autochtones (MSC) auprès du CSA, le Mécanisme du secteur privé (MSP) auprès du CSA et les membres d'ONU-Nutrition²², sur les progrès réalisés, les obstacles rencontrés et les lacunes relevées au cours de la première moitié de la Décennie, de 2016 à 2020.

14. Le secrétariat d'ONU-Nutrition a animé une consultation en ligne lors du Forum global sur la sécurité alimentaire et la nutrition, au cours de laquelle les parties prenantes ont eu l'occasion de partager leurs points de vue sur les mesures à appliquer en priorité dans les cinq prochaines années si l'on veut mettre fin à toutes les formes de malnutrition²³. Au total, 185 personnes de 64 pays ont répondu à l'appel. On constate que les efforts de sensibilisation faits lors de la première moitié de la Décennie sur l'importance de la nutrition, d'une alimentation saine et des systèmes alimentaires pour la santé humaine et planétaire portent leurs fruits.

15. Les évolutions observées en 2020 et 2021 au niveau des pays dans les six domaines d'action du programme de travail de la Décennie sont les suivantes :

Systèmes alimentaires durables et résilients en faveur de régimes alimentaires sains

16. À l'échelle mondiale, on accorde plus d'attention que jamais au rôle essentiel joué par les systèmes alimentaires durables et résilients en faveur d'une alimentation saine et d'une meilleure nutrition, comme l'ont montré le Sommet sur les systèmes alimentaires et l'accent mis sur les systèmes alimentaires au service d'une alimentation saine en tant que pilier thématique clé du Sommet Nutrition pour la croissance. Les systèmes alimentaires actuels ne fournissent pas l'alimentation de

¹⁸ www.un.org/nutrition/sites/www.un.org.nutrition/files/general/pdf/foresight_paper_mid-term_review_nutrition_decade_fr.pdf.

¹⁹ www.who.int/news-room/events/detail/2020/03/19/default-calendar/member-states-informal-briefing-mid-term-review-of-the-un-decade-of-action-on-nutrition.

²⁰ www.un.org/nutrition/sites/www.un.org.nutrition/files/general/pdf/final_provisional_agenda_fao_member_country_briefing_on_mtr_nutrition.pdf.

²¹ www.un.org/nutrition/fr/news/un-decade-action-on-nutrition-halfway-through.

²² Voir par. 55.

²³ www.fao.org/fsnforum/fr/activities/consultations/decade-nutrition-priority-actions.

qualité nécessaire à une santé optimale, exercent une pression sur les ressources naturelles²⁴ et le climat²⁵ de la planète et accélèrent l'appauvrissement de la biodiversité²⁶. Trois milliards de personnes dans le monde n'ont pas les moyens financiers d'avoir une alimentation saine²⁷. Les systèmes alimentaires doivent être réalignés de manière à être plus résilients et plus durables, en particulier face à la pandémie de COVID-19, qui a montré leur véritable fragilité²⁸.

17. Le discours sur la nutrition a commencé à suivre une approche plus globale reliant la nutrition aux systèmes alimentaires, aux écosystèmes, au climat et à la santé des êtres humains et des animaux. Cette évolution tient à la prise de conscience du fait que les mesures relatives aux systèmes alimentaires peuvent avoir des effets doubles, voire triples²⁹, et ainsi contribuer à lutter contre la malnutrition sous toutes ses formes. Le rôle de l'agroécologie et de la biodiversité est également de plus en plus reconnu pour renforcer la résilience des systèmes alimentaires dans les zones sujettes aux crises³⁰.

18. En 2021, la FAO a conceptualisé le terme « système agroalimentaire », englobant également des activités et des produits destinés à un usage autre qu'alimentaire et qui sont aussi des moyens de subsistance, tout en reconnaissant le rôle que ces systèmes agroalimentaires jouent dans la lutte contre la faim et la malnutrition dans le monde³¹.

19. À mi-parcours de la Décennie, le Sommet sur les systèmes alimentaires a élevé ce domaine d'action au rang de débat public, mobilisant ainsi différents groupes d'intérêt et parties prenantes et générant divers résultats, notamment la création de 2 000 solutions révolutionnaires et la mise en place de 30 coalitions d'action et initiatives visant à transformer les systèmes alimentaires à l'appui du Programme 2030. En outre, 148 pays ont organisé des dialogues multipartites autour du Sommet, ce qui a souvent abouti à l'élaboration de trajectoires nationales vers des systèmes alimentaires durables. Dans sa déclaration finale, le Secrétaire général a demandé à toutes les parties prenantes d'agir d'urgence (sous l'impulsion des gouvernements au niveau des pays et dans leurs contextes locaux) en vue de mettre en œuvre les mesures de transformation nécessaires pour atteindre les objectifs fixés en ce qui concerne les défis à relever dans les systèmes alimentaires d'aujourd'hui.

20. Selon les analyses préliminaires de 110 trajectoires nationales de transformation des systèmes alimentaires, la majorité des trajectoires mentionnaient une alimentation saine, des initiatives agricoles tenant compte de l'enjeu nutritionnel et une sensibilisation des consommateurs et du public en général. L'alimentation était aussi souvent placée au cœur des considérations sanitaires, socioéconomiques et environnementales. Un nombre moins important de trajectoires mentionnaient les aliments riches en graisses, en sucres et/ou en sel en tant que facteurs de risque³². Cependant, certains pays ont inclus les domaines d'action prioritaires mis en avant par l'OMS aux fins d'un environnement propice à une alimentation saine, tels que les achats publics de produits alimentaires, la sécurité sanitaire des aliments, l'enrichissement des aliments, l'étiquetage nutritionnel, la réglementation de la vente

²⁴ <https://sustainabledevelopment.un.org/sdg15>.

²⁵ www.ipcc.ch/srccl/.

²⁶ www.fao.org/documents/card/fr/c/ca3129en/.

²⁷ www.fao.org/publications/card/fr/c/CB4474FR ; www.fao.org/publications/card/fr/c/CA9692FR.

²⁸ <https://foresight.glopan.org/>.

²⁹ www.thelancet.com/series/double-burden-malnutrition.

³⁰ www.un.org/nutrition/sites/www.un.org.nutrition/files/general/pdf/foresight_paper_mid-term_review_nutrition_decade_fr.pdf.

³¹ www.fao.org/3/nf243fr/nf243fr.pdf.

³² www.un.org/en/food-systems-summit/news/making-food-systems-work-people-planet-and-prosperity.

des aliments et des boissons non alcoolisées, les politiques budgétaires au service d'une alimentation saine et la reformulation des produits alimentaires et des boissons, preuve d'un lien manifeste entre les priorités de la transformation du système alimentaire et la santé³³.

21. Plus de la moitié des 396 nouveaux engagements pris au Sommet Nutrition pour la croissance concernaient l'alimentation (63 %). Cet accent sur l'alimentation a surtout observé dans les engagements pris par le secteur privé (86 %), suivi par les organisations de la société civile (65 %), les organisations internationales (62 %) et les gouvernements (57 %). Les auteurs des engagements y ont reconnu qu'il fallait adopter des politiques multisectorielles cohérentes, reliant par exemple les secteurs de l'alimentation et de la santé, et intensifier les mesures et accroître les investissements en faveur des systèmes alimentaires pour faciliter le passage à une alimentation bonne pour la santé humaine et pour l'environnement³⁴.

22. En octobre 2021, le CSA a réitéré que toutes ses parties prenantes devaient contribuer à la concrétisation des Directives volontaires sur les systèmes alimentaires et la nutrition sous forme d'actions adaptées au contexte aux échelons régional, national et local³⁵. La FAO a mis au point une plateforme de données probantes sur les systèmes agroalimentaires et la nutrition³⁶, à laquelle contribuent les membres d'ONU-Nutrition et qui établit des liens entre les recommandations des Directives et les orientations et données probantes normatives existantes.

23. Lors du 33^e Sommet de l'Union africaine (février 2020), les Dirigeants africains pour la nutrition ont élaboré des recommandations visant à promouvoir la nutrition dans le cadre des systèmes alimentaires et à accroître les dépenses destinées à combattre la malnutrition³⁷.

24. Tout au long de l'Année internationale des fruits et des légumes célébrée en 2021³⁸, des activités ont été organisées pour sensibiliser à l'importance de consommer plus de fruits et de légumes, qui sont la base d'une alimentation saine. L'année a également été l'occasion de mettre en lumière la façon dont ces aliments périssables sont produits, transformés et commercialisés, ainsi que la nécessité de réduire les pertes et le gaspillage de fruits et de légumes à chaque étape de la chaîne de valeur³⁹.

25. La deuxième édition de la Journée internationale de sensibilisation aux pertes et gaspillages de nourriture, célébrée le 29 septembre 2021⁴⁰, a porté sur l'impact nutritionnel et sanitaire des pertes et gaspillages de nourriture. La manifestation faisait notamment fond sur le rapport 2019 sur la situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture⁴¹, dans lequel la FAO a mesuré l'indice des pertes alimentaires par groupes d'aliments, révélant ainsi des niveaux élevés de pertes pour les fruits et les légumes et mettant en évidence les liens entre ces pertes et les résultats négatifs en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.

26. Dans le programme de travail de la Décennie, il est vivement préconisé d'intégrer les questions relatives à la sécurité sanitaire des aliments aux activités liées aux systèmes alimentaires afin d'améliorer la nutrition. En mai 2020, les États

³³ www.who.int/publications/i/item/9789240035263.

³⁴ www.mofa.go.jp/files/100275456.pdf.

³⁵ www.fao.org/cfs/plenary/cfs49/report/fr/.

³⁶ www.fao.org/evidence-platform-agri-food-systems-nutrition/en.

³⁷ www.afdb.org/fr/news-and-events/press-releases/au-summit-african-leaders-call-action-end-malnutrition-2025-33994.

³⁸ <https://undocs.org/fr/A/RES/74/244>.

³⁹ www.fao.org/fruits-vegetables-2021/fr/.

⁴⁰ www.fao.org/international-day-awareness-food-loss-waste/fr/.

⁴¹ www.fao.org/publications/card/fr/c/CA6030FR.

Membres de l'OMS ont adopté la résolution WHA73.5, dans laquelle ils ont prié l'OMS d'actualiser, en coordination avec la FAO et en consultation avec les États Membres et l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), la stratégie mondiale de l'OMS pour la sécurité sanitaire des aliments⁴². La nouvelle stratégie permettra d'aider les États Membres à réduire la charge des maladies d'origine alimentaire et à mettre en place des systèmes de sécurité sanitaire des aliments tournés vers l'avenir et fondés sur des données probantes, dotés d'une gouvernance coordonnée et d'infrastructures adéquates⁴³.

27. À la vingt-septième session du Comité de l'agriculture, la FAO a été priée d'élaborer une nouvelle stratégie de la FAO en matière de sécurité sanitaire des aliments qui permettrait d'aligner les travaux de la FAO dans ce domaine sur la nouvelle structure de l'Organisation, de les y intégrer et de contribuer plus largement à la transformation des systèmes agroalimentaires en favorisant l'intégration des aspects liés à la sécurité sanitaire des aliments des points de vue scientifique, réglementaire et du renforcement des capacités et en créant des synergies avec la nouvelle stratégie de l'OMS dans ce domaine⁴⁴.

28. Quatre-vingt-dix pays se sont joints à la célébration de la Journée internationale de la sécurité sanitaire des aliments le 7 juin 2021, qui mettait en avant les avantages immédiats et à long terme de la production et de la consommation d'aliments salubres et a été l'occasion de prendre conscience des liens intrinsèques entre la santé des personnes, des plantes, des animaux, de l'environnement et de l'économie⁴⁵. Lors de l'édition de 2020, plus de 100 activités, manifestations et campagnes avaient eu lieu dans toutes les régions sous le thème « La sécurité sanitaire des aliments, c'est l'affaire de tous »⁴⁶.

29. La pandémie de COVID-19 a mis en lumière qu'il fallait d'urgence renforcer l'approche « Une seule santé », en mettant l'accent sur les liens entre la santé humaine, la santé animale et la santé environnementale. L'objectif est de promouvoir l'avènement d'un monde en meilleure santé et plus soucieux de l'environnement après la COVID-19⁴⁷. En 2021, la FAO, l'OIE, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et l'OMS ont lancé un nouveau groupe d'experts de haut niveau pour l'approche « Une seule santé », afin de mieux comprendre l'apparition et la propagation des maladies susceptibles de déclencher des pandémies⁴⁸.

30. Dans le cadre de ses efforts visant à faire savoir que les systèmes alimentaires doivent contribuer à améliorer la santé, l'OMS a publié un nouveau cadre conceptuel pour guider les politiques et les pratiques en faveur d'une meilleure santé et d'un meilleur bien-être des êtres humains, des écosystèmes et des animaux⁴⁹. En outre, on a assisté à une progression des débats scientifiques sur la possibilité de réorienter le soutien financier public aux secteurs de l'agriculture et de l'alimentation pour promouvoir la santé des populations et de l'environnement. Par exemple, dans un rapport conjoint publié en 2021, la FAO, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le PNUE demandent aux pouvoirs publics de repenser la manière dont l'agriculture est subventionnée et soutenue⁵⁰. Dans un document paru

⁴² https://apps.who.int/gb/ebwha/pdf_files/WHA73/A73_R5-fr.pdf.

⁴³ www.who.int/publications/m/item/draft-who-global-strategy-for-food-safety-2022-2030.

⁴⁴ www.fao.org/3/nd744fr/nd744fr.pdf.

⁴⁵ www.who.int/publications/i/item/9789240034013.

⁴⁶ www.fao.org/3/cb0711fr/CB0711FR.pdf.

⁴⁷ www.who.int/publications/i/item/who-manifesto-healthy-recovery-covid19.

⁴⁸ [www.who.int/news/item/11-06-2021-26-international-experts-to-kickstart-the-joint-fao-oie-unep-who-one-health-high-level-expert-panel-\(ohhlep\)](http://www.who.int/news/item/11-06-2021-26-international-experts-to-kickstart-the-joint-fao-oie-unep-who-one-health-high-level-expert-panel-(ohhlep)).

⁴⁹ www.who.int/fr/publications/i/item/9789240031814.

⁵⁰ www.undp.org/publications/multi-billion-dollar-opportunity-repurposing-agricultural-support-transform-food.

en 2021, le groupe mondial sur les systèmes alimentaires, l'agriculture et la nutrition (Global Panel on Food Systems, Agriculture and Nutrition, ou GLOPAN) a abordé la nécessité de réaligner les ressources pour donner accès à une alimentation saine, en particulier dans les pays à revenu faible ou intermédiaire (PRFI)⁵¹.

31. Les défis associés aux aliments nutritifs et au climat dans le cadre de l'Agenda alimentaire urbain dans les pays à revenu élevé ou intermédiaire ont été examinés lors du septième Forum mondial du Pacte de Milan sur les politiques alimentaires en milieu urbain (Barcelone, octobre 2021). Les participants ont souligné que la transformation des systèmes alimentaires locaux était importante pour garantir à tous l'accès à une alimentation saine issue de systèmes alimentaires durables⁵².

32. Les liens entre les systèmes alimentaires et le changement climatique sont de plus en plus évidents, et les participants à la vingt-sixième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 26) (Glasgow, novembre 2021) ont confirmé que l'agriculture et les systèmes alimentaires constituaient une priorité majeure du programme d'action pour le climat⁵³. ONU-Nutrition et ses partenaires ont souligné le rôle essentiel joué par l'alimentation et la nutrition dans l'atténuation des changements climatiques et ont insisté sur la nécessité d'intégrer la nutrition aux négociations sur le climat⁵⁴. L'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour le Sommet sur les systèmes alimentaires a demandé que la COP 27 prévue pour 2022 porte expressément sur les systèmes alimentaires⁵⁵.

33. En juin 2021, les ministres des affaires étrangères et du développement du G20 se sont réunis à Matera, où pour la première fois la sécurité alimentaire et la nutrition étaient au cœur de l'ordre du jour. Dans leur déclaration, ils demandent que les mesures requises soient prises d'urgence et que des efforts soient consentis à l'échelle internationale afin que l'on puisse se relever de la crise liée à la COVID-19 et parvenir à un monde libéré de la faim et de la malnutrition, faire respecter le droit à une alimentation adéquate, réduire la pauvreté et promouvoir des sociétés justes, pacifiques et inclusives⁵⁶.

Systèmes de santé alignés qui fournissent une couverture universelle pour les interventions essentielles en matière de nutrition

34. Les perturbations du système de santé, comme celles observées pendant la pandémie de COVID-19, exacerbent toutes les formes de malnutrition en raison de leurs incidences sur la prestation des interventions essentielles en matière de santé et de nutrition. Les capacités du système de santé en matière de soins nutritionnels doivent être renforcées afin d'assurer la continuité des services de nutrition, en particulier la détection précoce de l'émaciation, des besoins d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants et des besoins de nutrition maternelle et la gestion communautaire des programmes y relatifs. En parallèle, des mesures adéquates

⁵¹ www.glopan.org/resources-documents/repurposing_agricultural_support/.

⁵² www.milanurbanfoodpolicypact.org/resources/the-barcelona-challenge-for-good-food-and-climate/ ; www.milanurbanfoodpolicypact.org/wp-content/uploads/2021/10/ExecutiveSummary_EN.pdf.

⁵³ <https://ukcop26.org/the-global-action-agenda-for-innovation-in-agriculture/>.

⁵⁴ www.unnutrition.org/news/nutrition-at-the-26th-un-climate-change-conference-of-the-parties-cop26/.

⁵⁵ www.un.org/fr/food-systems-summit/news/un-special-envoy-calls-focus-food-next-climate-talks-limit-global-heating-and.

⁵⁶ www.g20.utoronto.ca/2021/210629-matera-declaration.html.

doivent être prises pour prévenir la transmission de la COVID-19 et entretenir la confiance du public dans les systèmes de santé nationaux⁵⁷.

35. L'intégration de la nutrition à la couverture sanitaire universelle (CSU) était l'un des piliers du Sommet Nutrition pour la croissance, lors duquel les gouvernements et de multiples parties prenantes se sont engagés à prendre des mesures pour renforcer les systèmes de santé en vue de fournir des services nutritionnels de qualité et abordables. La majorité des 396 nouveaux engagements issus du Sommet (67 %) concernaient la santé. Cet accent sur la santé a surtout été observé dans les engagements pris par la société civile (79 %) et les organisations internationales (76 %), suivies par les gouvernements (64 %) et le secteur privé (49 %). Les engagements visaient à assurer une alimentation optimale et sûre des nourrissons et des jeunes enfants, y compris au moyen de l'allaitement maternel, à inclure la nutrition dans les budgets du secteur de la santé, à mettre en place des systèmes d'information sanitaire permettant de prendre des mesures en temps opportun et à promouvoir l'accès à des produits alimentaires nutritifs abordables tout en réduisant la commercialisation d'aliments caloriques riches en graisses, en sucres et/ou en sel⁵⁸.

36. Le premier Plan d'action mondial contre l'émaciation des enfants⁵⁹, publié en mars 2020 et élaboré par la FAO, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, l'UNICEF, le PAM et l'OMS avec la contribution d'autres parties prenantes clés, présente un cadre pour accélérer les progrès dans la prévention et la gestion de l'émaciation chez les enfants et la réalisation de la cible relative aux ODD sur l'émaciation des enfants et des feuilles de route de 22 des 23 pays pionniers. Le Plan d'action a été lancé lors du Sommet Nutrition pour la croissance⁶⁰. À cette même occasion, l'OMS et l'UNICEF se sont engagés à travailler avec 15 pays pionniers du Plan d'action pour élaborer des politiques nutritionnelles et des protocoles de traitement actualisés et adaptés au contexte couvrant la prévention et le traitement de l'émaciation, qui sont intégrés dans le système de santé national⁶¹.

37. Dans la Déclaration de Rome⁶² présentée au Sommet mondial sur la santé (Rome, mai 2021), les dirigeants du G20 et d'autres États se sont engagés à promouvoir la santé et à travailler sur les déterminants sociaux de la santé, afin de résoudre, entre autres, les problèmes liés à l'alimentation et à la nutrition, dans le cadre des efforts visant à renforcer la résilience globale face aux crises sanitaires futures.

Protection sociale et éducation nutritionnelle

38. La pandémie de COVID-19 a nui à la qualité de l'alimentation dans de nombreux pays en causant des pertes de revenus et en créant des chocs de la demande et des difficultés d'approvisionnement qui ont provoqué un effondrement des marchés alimentaires. Compte tenu des effets socioéconomiques de la pandémie, les systèmes de protection sociale sont devenus vitaux pour de nombreuses personnes pendant la crise actuelle et peut-être au-delà⁶³. Le PAM a estimé que 370 millions d'enfants avaient manqué des repas scolaires en raison des fermetures d'écoles liées à la COVID-19⁶⁴. Dans sa note d'orientation, le Secrétaire général a proposé des mesures

⁵⁷ www.un.org/sites/un2.un.org/files/sg_policy_brief_on_covid_impact_on_food_security.pdf ; www.who.int/fr/publications/i/item/WHO-2019-nCoV-essential_health_services-2020.2.

⁵⁸ www.mofa.go.jp/files/100275456.pdf.

⁵⁹ www.childwasting.org/.

⁶⁰ www.childwasting.org/the-gap-framework.

⁶¹ www.mofa.go.jp/files/100275456.pdf.

⁶² https://global-health-summit.europa.eu/rome-declaration_fr.

⁶³ www.fao.org/3/cb1000fr/cb1000fr.pdf ; www.fao.org/documents/card/fr/c/cb4474en/.

⁶⁴ www.wfp.org/publications/state-school-feeding-worldwide-2020.

prioritaires pour renforcer les systèmes de protection sociale au service de la nutrition⁶⁵.

39. Dans son rapport paru en 2020, la commission OMS-UNICEF-Lancet souligne les moyens par lesquels les pouvoirs publics, les professionnels de la santé et la société peuvent accélérer les progrès au regard des stratégies de santé et de bien-être des enfants, et plaide en faveur d'un financement public accru des services, d'une prestation efficace et d'une protection sociale équitable pour atteindre les ODD⁶⁶.

40. Les programmes de protection sociale et les programmes scolaires de santé, d'alimentation et de nutrition peuvent déboucher sur des actions visant à lutter à la fois contre la dénutrition et contre le surpoids et l'obésité⁶⁷. Un examen approfondi de la législation, des normes et des directives relatives à l'offre alimentaire en milieu scolaire dans 77 États Membres a révélé qu'elles énonçaient des critères fondés sur les aliments ou les nutriments, promouvaient la consommation de fruits, de légumes et d'eau potable propre et décourageaient la consommation de boissons sucrées gazeuses et non gazeuses⁶⁸.

41. À l'issue de la treizième Conférence sur les politiques contre la faim » (Berlin, juin 2021), organisée par le Ministère fédéral allemand de l'alimentation et de l'agriculture, des recommandations ont été publiées sur la manière d'utiliser au mieux les programmes de nutrition en milieu scolaire pour éliminer la faim et la malnutrition. Les participants ont ainsi souligné qu'il était vital de renforcer la coopération mondiale à cet égard⁶⁹.

42. Lors du Sommet Nutrition pour la croissance, les gouvernements et de multiples parties prenantes se sont engagés à offrir une alimentation équilibrée et saine dans le cadre des repas scolaires et à fournir une éducation nutritionnelle et des conseils de qualité afin de faire évoluer les comportements connexes. En outre, ils ont demandé que l'on applique une approche systémique du lien entre l'action humanitaire, le développement et la paix, notamment en procédant à la programmation et au financement, en investissant dans la prévention et les programmes multisectoriels en faveur des personnes les plus à risque et en renforçant des systèmes d'information nutritionnelle de routine aux fins d'une meilleure prise de décisions, tout en améliorant la coordination entre toutes les parties prenantes et en renforçant les capacités locales⁷⁰.

Commerce et investissements en faveur d'une nutrition améliorée

43. Le commerce peut élargir l'offre accessible aux consommateurs et contribuer à une alimentation saine en donnant accès à des quantités suffisantes d'aliments diversifiés et nutritifs tout au long de l'année. Les importations peuvent être une source d'aliments peu transformés et riches en nutriments, qui, en raison de leur durée de conservation plus longue, peuvent compenser une pénurie saisonnière d'aliments périssables, mais aussi d'aliments hautement transformés à forte densité énergétique et à valeur nutritionnelle minimale. Le commerce peut contribuer à des résultats positifs en matière de nutrition en soutenant les moyens de subsistance et la production de revenus, en particulier dans le secteur de la production alimentaire

⁶⁵ www.un.org/sites/un2.un.org/files/sg_policy_brief_on_covid_impact_on_food_security.pdf.

⁶⁶ www.unicef.org/mexico/media/2916/file/Child%20health.pdf.

⁶⁷ <https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/255414/WHO-NMH-NHD-17.2-eng.pdf>.

⁶⁸ https://apps.who.int/gb/ebwha/pdf_files/EB148/B148_7-fr.pdf.

⁶⁹ www.policies-against-hunger.de/en/.

⁷⁰ www.mofa.go.jp/files/100275456.pdf.

primaire. L'approvisionnement alimentaire de plus en plus mondialisé accroît l'exposition à divers risques alimentaires⁷¹.

44. Le Dialogue mondial sur le commerce de 2021⁷² portait sur la contribution que le système commercial multilatéral peut apporter à la sécurité alimentaire mondiale, à une bonne nutrition ainsi qu'à la lutte contre le changement climatique et à la durabilité environnementale. Par la suite, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a lancé les Dialogues de l'OMC sur le commerce des produits alimentaires⁷³.

45. Dans un document publié en 2021, GLOPAN a montré les avantages qu'il y avait à aligner les politiques commerciales sur l'objectif tendant à offrir à tous une alimentation saine issue de systèmes alimentaires durables. On trouve dans ce document des orientations et les raisons pour lesquelles les décideurs devraient accorder plus d'attention à l'importance des instruments commerciaux dans le cadre de leur portefeuille de mesures en matière de nutrition⁷⁴.

46. Dans le rapport *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2021*, l'amélioration des normes commerciales en tenant compte de la nutrition est définie comme l'un des principaux domaines s'agissant de renforcer l'environnement alimentaire afin de favoriser des habitudes alimentaires ayant une incidence positive sur la santé humaine et sur l'environnement⁷⁵.

47. Dans sa Déclaration d'action relative au Sommet sur les systèmes alimentaires, le Secrétaire général a souligné qu'un commerce ouvert, non discriminatoire, transparent et fondé sur des règles était essentiel pour mettre en place des systèmes alimentaires plus inclusifs et plus résilients⁷⁶.

48. Dans sa note d'orientation, le Secrétaire général a indiqué que l'accélération des investissements devrait être un pilier de la riposte à la COVID-19, l'objectif étant de produire des effets immédiats pour appuyer et améliorer les moyens de subsistance, tout en se préparant à un relèvement des systèmes alimentaires qui soit plus inclusif, plus durable sur le plan environnemental et plus résilient. Il a également demandé que les couloirs commerciaux restent ouverts pour que les composantes essentielles des systèmes alimentaires continuent de fonctionner dans tous les pays⁷⁷.

49. Au Sommet Nutrition pour la croissance, les gouvernements donateurs et les organisations donatrices se sont engagés à verser de nouveaux financements consacrés à la nutrition et tenant compte de l'enjeu nutritionnel, à hauteur de plus de 27 milliards de dollars É.-U., en vue de lutter contre la malnutrition. Vingt-sept pour cent des engagements pris lors du Sommet concernaient le financement des activités nutritionnelles⁷⁸.

Environnement sûr et favorable à la nutrition pour tous les âges

50. La pandémie de COVID-19 a de nouveau mis en lumière qu'il fallait mettre en place des politiques et des programmes qui garantissent des environnements sûrs et favorables à la nutrition pour tous les âges. Il est établi que la pandémie a entraîné des fermetures d'écoles, la diminution ou la suspension des activités de promotion de l'allaitement maternel et de conseil en nutrition et la modification des habitudes

⁷¹ www.fao.org/3/ca4289en/ca4289en.pdf.

⁷² www.wto.org/french/res_f/reser_f/gdt_6july21_f.htm.

⁷³ www.wto.org/french/res_f/reser_f/tradedialonfood_f.htm.

⁷⁴ www.glopan.org/trade.

⁷⁵ www.fao.org/publications/card/fr/c/CB4474FR.

⁷⁶ www.un.org/en/food-systems-summit/news/making-food-systems-work-people-planet-and-prosperity.

⁷⁷ www.un.org/sites/un2.un.org/files/sg_policy_brief_on_covid_impact_on_food_security.pdf.

⁷⁸ www.mofa.go.jp/files/100275456.pdf.

d'achat favorisant les produits alimentaires à haute densité énergétique et à valeur nutritionnelle minimale⁷⁹.

51. Des gouvernements ont accéléré la mise en œuvre de certaines mesures relatives à l'environnement alimentaire. À ce jour, 189 pays ont inclus des mesures visant à promouvoir des environnements alimentaires favorables à une alimentation saine dans leurs politiques et stratégies nationales. Les politiques d'information de la population au moyen de conseils ou de campagnes médiatiques sont plus courantes (181 pays) que les mesures visant à faire évoluer l'environnement alimentaire (156 pays). Sur les 120 pays dotés d'une réglementation sur l'étiquetage nutritionnel, 78 ont rendu obligatoire la déclaration des éléments nutritifs pour tous les aliments préemballés. En outre, 84 pays ont imposé des taxes sur les boissons sucrées au niveau national⁸⁰ et 57 ont mis en place des politiques visant à limiter les acides gras trans dans l'offre de produits alimentaires. À la fin de 2021, ces dernières politiques protégeaient 3,2 milliards de personnes contre ces substances nocives⁸¹.

52. Mai 2021 a marqué le quarantième anniversaire de l'adoption du Code international de commercialisation des substituts du lait maternel⁸². À ce jour, la plupart des pays (70 %) ont adopté des lois pour mettre en œuvre au moins certaines dispositions du Code, mais seuls 25 pays ont pris des mesures qui sont sensiblement alignées sur le Code. En 2020-2021, de nouvelles lois ou réglementations en lien avec le Code ont été approuvées au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, en Éthiopie, au Kenya, en Mauritanie, à Oman, à Sao Tomé-et-Principe et en Sierra Leone⁸³.

53. Dans le rapport qu'il a établi en 2021 sur le développement agricole, la sécurité alimentaire et la nutrition, le Secrétaire général a demandé que soient prises des mesures de transformation à plus long terme visant à renforcer les politiques qui encouragent les changements de comportement, comme la réduction de la consommation de viande et de poisson dans certaines régions au moyen de l'étiquetage des aliments et de taxes bien ciblées. Une plus grande attention doit également être accordée aux résultats nutritionnels des chaînes de valeur, à la réglementation relative à la commercialisation dans l'industrie alimentaire, à un étiquetage des aliments qui éclairent les consommateurs et à l'éducation en matière de nutrition⁸⁴.

Gouvernance et reddition de comptes renforcées dans le domaine de la nutrition

54. Il faut une gouvernance efficace pour faciliter les réorientations stratégiques majeures et pour faire en sorte que les politiques et initiatives en matière de sécurité alimentaire et de nutrition contribuent davantage à la réalisation du Programme 2030, notamment de l'ODD 2⁸⁵.

55. Comme suite à la recommandation 7 issue de la CIN2, en 2020, le Comité permanent de la nutrition et le Mouvement pour le renforcement de la nutrition ont été fusionnés pour créer ONU-Nutrition, un puissant mécanisme de coordination et

⁷⁹ www.fao.org/publications/card/fr/c/CB4474FR ; www.fao.org/publications/card/en/c/CA9692FR ; www.fao.org/3/cb1000fr/cb1000fr.pdf.

⁸⁰ <https://extranet.who.int/nutrition/gina/fr>.

⁸¹ www.who.int/publications/i/item/9789240031876.

⁸² www.who.int/fr/news/item/21-05-2021-WHO-UNICEF-statement-on-the-40th-anniversary-of-the-international-code-of-marketing-breastmilk-substitutes.

⁸³ www.who.int/publications/i/item/9789240006010.

⁸⁴ <https://undocs.org/fr/A/76/216>.

⁸⁵ www.fao.org/3/ca9733fr/ca9733fr.pdf.

de collaboration interinstitutions des Nations Unies au service de la nutrition aux niveaux mondial et national⁸⁶.

56. À ce jour, la plupart des pays ont adopté les cibles mondiales pour 2025 en matière de nutrition, couvrant le retard de croissance (118 pays), l'anémie chez les femmes (104), le faible poids de naissance (119), le surpoids chez les enfants (138), l'allaitement au sein exclusif (130) et l'émaciation chez les enfants (112)⁸⁷.

57. En novembre 2021, un plan de mise en œuvre du projet d'approche de l'OMS en matière de prévention et de gestion des conflits d'intérêts dans les programmes de nutrition au niveau des pays pour les Amériques a été lancé. Il y est reconnu qu'il faut établir des processus de gouvernance transparents et responsables propices à la participation de toutes les parties prenantes et aux partenariats multipartites au service de la nutrition⁸⁸.

58. La communauté internationale a renforcé l'application du principe de responsabilité en matière de nutrition en mettant régulièrement à jour les statistiques, telles que les estimations annuelles mondiales du retard de croissance, du surpoids et de l'émaciation chez les enfants publiées par l'UNICEF, l'OMS et la Banque mondiale⁸⁹. En outre, les éditions 2020⁹⁰ et 2021⁹¹ du rapport intitulé *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde* rassemblent les données mondiales sur la faim et la malnutrition et permettent de contrôler la réalisation des cibles liées à la nutrition des ODD et les mesures prises. Enfin, le rapport mondial sur la nutrition (Global Nutrition Report) donne l'occasion d'examiner l'état du financement de la nutrition, y compris de communiquer des informations à jour sur les engagements passés et actuels pris au titre du Sommet Nutrition pour la croissance⁹².

59. En 2021, dans le contexte du Global National Report, un nouveau cadre de responsabilités nutritionnelles a été mis en place. Il s'agit d'une plateforme numérique complète permettant à la fois d'enregistrer de nouveaux engagements stratégiques, programmatiques et financiers SMART, soumis lors du Sommet Nutrition pour la croissance et de son année d'action pour la nutrition, et de suivre les progrès réalisés dans leur mise en œuvre⁹³.

III. Renforcement de la participation des parties prenantes aux activités relevant de la Décennie

Engagements pris par les gouvernements

60. Les engagements à agir pris par les pays dans le cadre de la Décennie sont essentiels, car ils permettent de mobiliser les pouvoirs publics pour les inciter à élaborer des politiques, à investir et à prendre des mesures concrètes. Les engagements de haut niveau, y compris financiers, découlant des recommandations issues de la CIN2 et pris par les gouvernements dans le cadre du Sommet Nutrition

⁸⁶ www.unnutrition.org/wp-content/uploads/2020-12-04-SG-letter-to-CEB-on-UN-Nutrition-EOSG-2020-065261.pdf.

⁸⁷ <https://extranet.who.int/nutrition/gina/fr>.

⁸⁸ www.paho.org/en/events/preventing-and-managing-conflicts-interest-country-level-nutrition-programs-roadmap.

⁸⁹ www.who.int/data/gho/data/themes/topics/joint-child-malnutrition-estimates-unicef-who-wb?id=402.

⁹⁰ www.fao.org/publications/card/fr/c/CA9692FR.

⁹¹ www.fao.org/documents/card/fr/c/cb4474en/.

⁹² <https://globalnutritionreport.org/>.

⁹³ <https://globalnutritionreport.org/resources/naf/>.

pour la croissance, du Sommet sur les systèmes alimentaires ou d'autres instances existantes contribuent grandement à la réalisation des objectifs de la Décennie⁹⁴.

61. À l'issue du Sommet sur les systèmes alimentaires, on a fait état de 234 engagements⁹⁵ pris par différentes parties prenantes et le document final approuvé du Sommet Nutrition pour la croissance a révélé que 80 départements/ministères de 66 pays avaient pris 224 engagements pour lutter contre la malnutrition sous toutes ses formes⁹⁶. Au Sommet Nutrition pour la croissance, les gouvernements se sont également engagés à augmenter les allocations budgétaires nationales à la nutrition, et les gouvernements donateurs ont pris des engagements financiers à hauteur de plus de 15 milliards de dollars É.-U. en faveur de l'assistance bilatérale et multilatérale en matière de nutrition et de l'élaboration de politiques et d'indicateurs nutritionnels⁹⁷.

Réseaux d'action et nouvelles coalitions dirigés par les pays

62. Les réseaux d'action relatifs à la Décennie dirigés et coordonnés par les pays permettent à ces derniers d'échanger leurs connaissances et leurs bonnes pratiques, leurs réussites et leurs difficultés, et de se soutenir mutuellement pour accélérer les progrès dans le but d'améliorer les systèmes agroalimentaires, l'alimentation et la nutrition pour tous au moyen de politiques et de lois.

63. En septembre 2020, le Réseau mondial d'action pour une alimentation durable tirée des océans et des eaux continentales au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition, dirigé par la Norvège, a organisé un atelier au cours duquel les participants ont examiné le Plan d'action ainsi qu'un outil servant à tirer des enseignements et à les partager. En 2021, il a également organisé trois dialogues indépendants relatifs au Sommet sur les systèmes alimentaires, sur le rôle des produits alimentaires aquatiques dans les systèmes alimentaires durables, ainsi qu'une réunion des membres du Réseau en novembre, qui avait pour objet de résumer les résultats obtenus à ce jour et de planifier les travaux futurs. Ce réseau informel compte parmi ses membres des représentants de ministères, d'institutions et d'organisations⁹⁸.

64. En 2020 et 2021, le Réseau mondial d'action sur l'étiquetage nutritionnel, dirigé par la France, l'Australie et le Chili, a partagé ses expériences lors de trois webinaires tenus en ligne sur les thèmes suivants : i) évaluation du système de notation par étoiles de la santé mise en place par l'Australie et la Nouvelle-Zélande⁹⁹ ; ii) mise en œuvre du système d'étiquetage nutritionnel « Nutriscore » de la France ; iii) élaboration de l'étiquette chilienne d'avertissement placée sur le devant de l'emballage des produits alimentaires¹⁰⁰.

65. En 2020, le Réseau régional d'action du continent américain sur les repas scolaires durables, dirigé par le Brésil, a organisé deux réunions en ligne pour permettre aux participants d'échanger des expériences concernant l'impact de la pandémie de COVID-19 sur les programmes d'alimentation scolaire¹⁰¹. Il a facilité la

⁹⁴ www.un.org/nutrition/sites/www.un.org.nutrition/files/general/pdf/mv131_rev1_undoa_wp_rev1_fr.pdf.

⁹⁵ <https://foodsystems.community/fr/commitments-registry/>.

⁹⁶ <https://nutritionforgrowth.org/wp-content/uploads/2021/12/%E2%98%8512091700%E3%80%90Full-Ver%E3%80%91Tokyo-Compact-on-Global-Nutrition-for-Growth.pdf>.

⁹⁷ www.mofa.go.jp/files/100275456.pdf.

⁹⁸ <https://nettsteder.regjeringen.no/foodfromtheocean/>.

⁹⁹ www.youtube.com/watch?v=J_5ZhsriDEo&t=41s.

¹⁰⁰ www.youtube.com/watch?v=E0M-OQJTw0&ab_channel=UNNutrition.

¹⁰¹ www.fao.org/in-action/program-brazil-fao/news/ver/en/c/1270658/ ; www.fao.org/americas/informations/ver/fr/c/1272319/.

tenue d'un débat en ligne en février 2021¹⁰², au cours duquel le Pérou, le Brésil, la Colombie et El Salvador ont présenté leurs expériences en matière de programmes d'alimentation scolaire, et d'un dialogue en ligne en avril 2021 sur le gaspillage alimentaire dans les écoles¹⁰³.

66. En septembre 2021, le Réseau régional d'action du continent américain sur les recommandations nutritionnelles fondées sur le degré de transformation des aliments, dirigé par le Brésil et l'Uruguay, a organisé un webinaire sur les éléments de preuve scientifiques et la mise en œuvre des guides alimentaires basés sur le degré de transformation des aliments¹⁰⁴.

67. Dans la lignée des réseaux d'action de la Décennie dirigés par les pays, on observe également la création de coalitions relatives au Sommet sur les systèmes alimentaires, qui sont des réseaux de soutien à la mise en œuvre des trajectoires nationales résultant du processus de Sommet¹⁰⁵. Par exemple, la Coalition d'action pour une alimentation saine issue de systèmes alimentaires durables en faveur des enfants et de tous encourage l'action au niveau de l'offre de produits alimentaires, des environnements alimentaires et de la valorisation des aliments à l'appui de la mise en œuvre des trajectoires nationales¹⁰⁶. La Coalition pour les repas scolaires, lancée en novembre 2021, s'efforce d'améliorer et d'élargir les programmes de repas scolaires dans les pays du monde entier et comprend, entre autres activités, une communauté d'échange de bonnes pratiques entre pairs, dirigée par l'Allemagne et créée dans le cadre de la Décennie¹⁰⁷. La Coalition Faim Zéro¹⁰⁸ et la Coalition pour les aliments aquatiques/bleus¹⁰⁹ sont d'autres exemples de coalitions qui font progresser le programme de la Décennie.

Contributions et nouveaux engagements d'acteurs non étatiques

68. On trouvera ci-après des informations sur divers acteurs non étatiques qui se sont officiellement engagés à mettre en œuvre les activités de la Décennie, ainsi que des exemples de leurs réalisations.

69. Le réseau CARE s'est engagé à soutenir la Décennie¹¹⁰ en utilisant un modèle intégré intitulé « Impact collectif pour la nutrition »¹¹¹, élaboré au cours de 10 ans de programmation dans plusieurs pays à l'aide de la série d'articles sur la nutrition publiée par *The Lancet* en 2013¹¹². En collaboration avec le Graca Machel Trust, une deuxième analyse du budget régional consacré à la nutrition a été réalisée pour l'Afrique australe et orientale. On y examine les engagements et les décaissements des gouvernements en matière de nutrition et souligne l'importance d'atteindre les objectifs nutritionnels et de planifier le développement en tenant compte de l'enjeu nutritionnel.

¹⁰² www.fao.org/in-action/program-brazil-fao/news/ver/en/c/1373367/.

¹⁰³ www.fao.org/in-action/program-brazil-fao/eventos/ver/en/?uid=1394300.

¹⁰⁴ www.paho.org/en/events/dietary-guidelines-based-level-food-processing-scientific-evidence-and-implementation.

¹⁰⁵ www.un.org/en/food-systems-summit/news/deputy-secretary-generals-closing-press-statement-pre-summit-un-food-systems.

¹⁰⁶ <https://foodsystems.community/fr/coalitions/the-coalition-of-action-for-healthy-diets-from-sustainable-food-systems-for-children-all/>.

¹⁰⁷ <https://schoolmealscoalition.org/>.

¹⁰⁸ <https://foodsystems.community/fr/commitment-registry/zero-hunger-coalition/>.

¹⁰⁹ <https://foodsystems.community/fr/coalitions/the-coalition-for-aquatic-blue-foods/>.

¹¹⁰ www.unscn.org/en/topics/un-decade-of-action-on-nutrition?idnews=1994.

¹¹¹ www.care.org/fr/our-work/food-and-nutrition/nutrition/collective-impact-for-nutrition/.

¹¹² www.thelancet.com/series/maternal-and-child-nutrition.

70. Le Groupe de la société civile sur la nutrition a facilité la coordination et la collaboration des acteurs la société civile s'agissant de donner suite à la Décennie et à la CIN2, en partageant des informations sur la recherche, les politiques et les initiatives liées à la nutrition, en organisant des dialogues et en promouvant la participation des personnes les plus touchées par la faim et la malnutrition à la refonte des politiques nutritionnelles. Cela s'est principalement déroulé dans le contexte du Mécanisme de la société civile et des peuples autochtones du Comité de la sécurité alimentaire mondiale. Pendant la pandémie de COVID-19, le Mécanisme a également partagé des données sur la situation sur le terrain et des préoccupations communiquées par des groupes et des communautés du monde entier, et a notamment consacré des rapports aux femmes et aux jeunes¹¹³.

71. Au Pakistan, au Ghana, au Népal et en Éthiopie, GLOPAN a organisé une série de tables rondes de haut niveau. Elles ont réuni des décideurs de différents secteurs des systèmes alimentaires qui ont examiné les mesures stratégiques à prendre pour parvenir à des systèmes alimentaires durables et résilients qui fournissent à tous une alimentation saine. GLOPAN a également continué de produire et de fournir des données probantes sous la forme de notes techniques et de notes d'orientation et d'un deuxième rapport prospectif pour encourager et aider les gouvernements des PRFI à concevoir et à mettre en œuvre des politiques alimentaires et nutritionnelles¹¹⁴.

72. La Global Dairy Platform a lancé de nouveaux projets et affiné des projets existants en faveur de la santé mondiale et de l'environnement. Le programme Dairy Nourishes Africa a aidé les producteurs laitiers de Tanzanie à rendre leurs activités plus productives et plus rentables, même pendant la pandémie de COVID-19. L'initiative Net Zero Pathways to Low-Carbon Dairy vise à définir des trajectoires menant à des systèmes laitiers à faible émission de carbone en tenant compte de la diversité des systèmes laitiers à l'échelle mondiale et de leurs contributions à la sécurité alimentaire et à la nutrition, ainsi qu'aux moyens de subsistance et aux économies¹¹⁵.

73. Dans son rapport annuel 2020¹¹⁶, l'initiative HarvestPlus a résumé les progrès réalisés au regard de ses engagements relevant la Décennie. En 2020, on estime que 9,7 millions de ménages cultivaient des cultures biofortifiées, ce qui représente près de 50 millions de personnes. Quatre-vingt-sept pays ont adopté des lois sur l'enrichissement des céréales et 24 pays ont inclus la biofortification dans des politiques et des programmes. Au total, 240 variétés biofortifiées nutritives, intelligentes face au climat et à haut rendement cocréées par HarvestPlus, ont été mises en culture dans 30 pays. HarvestPlus coordonne également les activités d'un pôle de connaissances sur les interventions de biofortification¹¹⁷.

74. Depuis qu'il s'est officiellement engagé à contribuer à la Décennie¹¹⁸, l'Institut international de recherche sur l'élevage (ILRI) a continué d'étudier le rôle des systèmes de production animale et des aliments d'origine animale dans une alimentation saine dans les PRFI, et a poursuivi ses travaux concernant l'approche « Une seule santé »¹¹⁹, les solutions de résistance aux antimicrobiens et l'amélioration de la productivité du poulet (Éthiopie, Tanzanie et Nigéria)¹²⁰ ou des bovins laitiers

¹¹³ www.csm4cfs.org/fr/processus-politiques/reponse-politique-au-covid-19/.

¹¹⁴ www.glopan.org/.

¹¹⁵ www.dairyindustries.com/news/36953/gdp-announces-net-zero-initiative/.

¹¹⁶ www.harvestplus.org/knowledge-market/in-the-news/responding-crisis-building-resilience-2020-harvestplus-annual-report.

¹¹⁷ www.ffinetwork.org/globalprogress ; www.harvestplus.org/.

¹¹⁸ www.unscn.org/en/topics/un-decade-of-action-on-nutrition?idnews=1998.

¹¹⁹ www.ilri.org/one-health.

¹²⁰ www.ilri.org/research/projects/agriculture-nutrition-ethiopia-project.

(Kenya, Rwanda)¹²¹, ainsi que l'éducation en matière de nutrition et d'hygiène. Au Kenya, la collaboration avec les administrations des comtés a conduit à une augmentation des investissements dans la nutrition, y compris des allocations budgétaires permettant aux volontaires en santé communautaire de sensibiliser les ménages à la nutrition.

75. Les membres de l'International Food and Beverage Alliance (IFBA) ont continué d'améliorer le contenu nutritionnel de leurs aliments et boissons. En mai 2021, la plupart des membres de l'IFBA disaient avoir atteint l'objectif de l'OMS tendant à éliminer les acides gras trans d'origine industrielle de l'alimentation mondiale d'ici à 2023. En décembre 2021, l'IFBA s'est engagée à réduire davantage la teneur en sodium dans au moins 75 % de ses portefeuilles de produits. En outre, les membres de l'IFBA ont reformulé des produits pour qu'ils contiennent moins de sucres ajoutés, mis au point de nouveaux édulcorants et adopté un ensemble de principes pour une approche mondiale de l'étiquetage nutritionnel fondé sur des données factuelles, conformément aux réglementations et directives existantes¹²². En 2020, l'IFBA a adopté une politique mondiale sur les communications marketing auprès des enfants, au titre duquel les membres s'engagent à ne pas faire de publicité pour les aliments et les boissons auprès des enfants de moins de 12 ans ou à ne faire de la publicité que pour des produits qui respectent à des normes nutritionnelles précises¹²³.

76. Le Mécanisme de la société civile et des peuples autochtones du Comité de la sécurité alimentaire mondiale réserve un siège permanent aux entreprises privées des filières agroalimentaires et sert de centre de liaison pour les entreprises du monde entier. En 2020-2021, il a participé activement au processus de convergence des politiques du Comité qui a abouti aux Directives volontaires sur les systèmes alimentaires et la nutrition, ainsi qu'à toutes les réunions sur la nutrition tenues par le Comité. Au cours du processus préparatoire du Sommet sur les systèmes alimentaires, il a pris part aux travaux sur toutes les pistes d'action du Sommet et a encouragé l'intégration des Directives volontaires dans les résultats du Sommet.

77. Le Mouvement pour le renforcement de la nutrition (Mouvement SUN) a accueilli le Timor-Leste, l'Équateur, Sao Tomé-et-Principe et Djibouti et comprend aujourd'hui 65 pays et quatre États indiens. En 2020-2021, il a contribué à la mise en œuvre de mesures dans tous les domaines d'action du programme de travail de la Décennie¹²⁴ et veillé à ce que la nutrition reste une priorité élevée à l'échelle mondiale malgré les retombées de la pandémie de COVID-19 sur les priorités en matière de politiques et de financement. Il a joué un rôle important dans les activités de sensibilisation, de communication et de mobilisation autour du Sommet sur les systèmes alimentaires et du Sommet Nutrition pour la croissance, notamment en promouvant l'année d'action en faveur de la nutrition¹²⁵ lors de l'Assemblée mondiale de la Santé et des consultations sur les Directives volontaires sur les systèmes alimentaires et la nutrition. Il a œuvré pour que l'on doive rendre compte des résultats nutritionnels au moyen de l'évaluation annuelle conjointe et du suivi des allocations budgétaires publiques¹²⁶. En outre, il a lancé sa Stratégie 3.0 pour la période 2021-2025, qui met l'accent sur la transparence, l'ouverture et l'inclusion tout en répondant

¹²¹ www.ilri.org/news/diversification-diets-community-led-solution-improves-nutritional-outcomes-kenya-s-pastoral ; www.ilri.org/news/social-and-behaviour-change-improves-milk-consumption-rwanda-s-children.

¹²² <https://ifballiance.org/publications/nutrition-information-commitments/>.

¹²³ <https://ifballiance.org/publications/ifba-global-policy-on-marketing-communications-to-children/>.

¹²⁴ <https://scalingupnutrition.org/fr/progres-et-impact/sun-movement-annual-progress-report/>.

¹²⁵ <https://scalingupnutrition.org/progress-impact/nutrition-year-of-action/>.

¹²⁶ <https://scalingupnutrition.org/fr/progres-et-impact/suivi-evaluation-redevabilite-et-apprentissage-meal/evaluation-conjointe-du-mouvement-sun/>.

au besoin urgent d'accélérer les progrès s'agissant d'aider les acteurs de la nutrition à faire face aux nouvelles circonstances créées par la COVID-19¹²⁷.

78. Dans le cadre de l'initiative mondiale prioritaire de sensibilisation « Healthy Start » (« Un départ sain dans la vie ») de WaterAid¹²⁸, neuf équipes de pays ont travaillé en partenariat avec les gouvernements et d'autres acteurs pour plaider en faveur d'une plus grande intégration de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (questions WASH) dans les politiques nationales de nutrition¹²⁹ et pour mettre à l'essai des programmes intégrés WASH-nutrition. WaterAid a également plaidé à l'échelle mondiale pour une plus grande coordination des questions WASH au sein des coalitions pour la nutrition ciblant les gouvernements donateurs et les processus mondiaux d'élaboration de politiques, notamment à l'occasion d'une manifestation tenue par la Commission européenne en 2021¹³⁰.

79. Les nouveaux engagements pris par des acteurs non étatiques au titre du Sommet Nutrition pour la croissance comprennent :

a) quatre-vingt-six engagements pris par 51 organisations de la société civile, allant du renforcement de la collaboration multisectorielle internationale et de l'élaboration de stratégies nationales à l'amélioration de l'état nutritionnel et de l'alimentation des populations, engagements qui représentent environ 500 millions de dollars É.-U. d'investissements dans des interventions axées sur la nutrition ou tenant compte de la nutrition, comme la promotion de la nutrition, la programmation d'activités nutritionnelles, les soins nutritionnels pour les enfants et les femmes enceintes et allaitantes, l'enrichissement des aliments et la protection sociale ;

b) sept engagements pris par sept instituts de recherche universitaires et non universitaires de cinq pays pour mener des recherches en vue d'améliorer l'état nutritionnel et l'alimentation des populations, par exemple au moyen de programmes d'éducation nutritionnelle et sanitaire, de la formation continue des professionnels de la nutrition et de l'élaboration de lignes directrices basées sur l'alimentation ;

c) cinquante et un engagements pris par 19 entreprises alimentaires privées et 7 entreprises non alimentaires privées de huit pays (principalement à revenu élevé) et visant à améliorer la qualité nutritionnelle des produits qu'elles proposent, à contribuer à la mise en place de systèmes alimentaires durables et à améliorer la qualité de l'alimentation de leurs employés¹³¹.

Contributions et nouveaux engagements des organismes des Nations Unies

80. Après un processus consultatif approfondi réalisé sur deux ans, la vision et stratégie relatives aux activités de la FAO en matière de nutrition ont été approuvées lors de la cent soixante-sixième session du Conseil de la FAO, en 2021¹³². Elles ont pour objet de guider et d'appuyer l'Organisation dans sa mission consistant à améliorer la nutrition. La vision de la FAO en matière de nutrition est celle d'un monde où chacun se nourrit d'aliments sains issus de systèmes agroalimentaires durables, inclusifs et résilients. La mission consiste à s'attaquer à la malnutrition sous toutes ses formes en accélérant les politiques et les actions qui ont un effet sur les

¹²⁷ https://scalingupnutrition.org/wp-content/uploads/2021/01/SUN-Strategy-2021-2025_FRE_web1.pdf.

¹²⁸ <https://washmatters.wateraid.org/healthy-start>.

¹²⁹ Équipes WaterAid au Cambodge, à Madagascar, au Malawi, au Mozambique, au Népal, au Niger, au Pakistan, au Timor-Leste et en Zambie.

¹³⁰ https://europa.eu/capacity4dev/public-water_and_sanitation/discussions/key-takeaway-points-waterandbeyond-high-level-event.

¹³¹ www.mofa.go.jp/files/100275456.pdf.

¹³² www.fao.org/3/ne853fr/ne853fr.pdf.

systèmes agroalimentaires afin de permettre à tous d'avoir une alimentation saine. La nutrition occupe également une place centrale dans le Cadre stratégique de la FAO, qui propose une transition vers des systèmes agroalimentaires plus efficaces, plus inclusifs, plus résilients et plus durables qui permettent d'apporter des améliorations en matière de production, de nutrition, d'environnement et de conditions de vie, en ne laissant personne de côté¹³³. En ce qui concerne la suite donnée à la CIN2, l'appui apporté aux pays par la FAO en 2020 a principalement porté sur les questions suivantes : sécurité sanitaire des aliments, gouvernance et coordination des mécanismes relatifs à la sécurité alimentaire et à la nutrition, systèmes agroalimentaires au service de la nutrition, environnements alimentaires, création de revenus et emploi rural décent, politiques nutritionnelles et éducation nutritionnelle. La FAO a également aidé 35 pays à élaborer ou à modifier leurs recommandations nutritionnelles fondées sur le choix des aliments, et 30 pays à créer des programmes d'alimentation et de nutrition en milieu scolaire.

81. L'OMS a appuyé la mise en œuvre des recommandations issues de la CIN2 en collaborant avec de multiples secteurs et acteurs, en élaborant des produits normatifs, en aidant les pays au moyen d'outils de formulation et de mise en œuvre des politiques et en surveillant les réalisations nutritionnelles et l'élaboration des politiques. Elle a élaboré des directives sur l'alimentation saine et durable, la sécurité sanitaire des aliments, les mesures nutritionnelles efficaces et les programmes et les politiques présentant un bon rapport coût-efficacité et visant à remodeler l'environnement alimentaire. Elle a facilité l'application de politiques dans les pays : politiques interdisant l'utilisation des acides gras trans, politiques budgétaires, politiques visant à restreindre la commercialisation d'aliments auprès des enfants, règlements sur la commercialisation des substituts du lait maternel, politiques d'enrichissement, etc. Elle a échangé avec des fabricants de produits alimentaires afin de demander l'élimination des gras trans d'origine industrielle et la réduction de la quantité de sodium. Dans le cadre du rôle qu'elle joue dans la riposte à la pandémie de COVID-19, elle a donné des orientations sur la nutrition et la sécurité alimentaire.

82. Le programme de nutrition de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a permis de renforcer la capacité des pays de lutter contre la malnutrition sous toutes ses formes tout au long de la vie en facilitant l'utilisation de techniques nucléaires de précision (y compris les isotopes stables) dans les évaluations nutritionnelles. En octobre 2020, l'AIEA a tenu une réunion pour examiner les liens entre les systèmes alimentaires, les changements climatiques et la qualité de l'alimentation, y compris le rendement et la production alimentaires, l'évolution de la composition nutritionnelle des cultures, la biodisponibilité des nutriments et l'accumulation de glucides dans les cultures. Dans le cadre d'un projet de recherche mené par l'AIEA en 2020, une méthode de traçage à double isotope a été mise au point pour déterminer la véritable digestibilité des protéines. Les données produites contribuent à la base de données de la FAO sur la digestibilité des protéines et aident à évaluer la qualité des protéines contenues dans les variétés végétales riches en nutriments.

83. À la suite du lancement du Plan d'action pour la nutrition 2019-2025 du FIDA, tous les nouveaux programmes d'options stratégiques pour les pays tenant compte de la nutrition et 33 des 60 projets ont été approuvés. Le FIDA a augmenté le nombre de membres de son personnel travaillant dans le domaine de la nutrition et a renforcé leurs capacités en matière d'agriculture intégrant l'enjeu nutritionnel. Les projets d'infrastructure menés ont permis de promouvoir l'eau, l'assainissement et l'hygiène, l'évolution des comportements sociaux et la diversification de la production alimentaire. Cinq lignes directrices sur l'investissement dans les filières des espèces

¹³³ www.fao.org/3/cb7099fr/cb7099fr.pdf.

négligées ou sous-utilisées ont également été élaborées en collaboration avec l'Alliance of Bioversity et le Centre international d'agriculture tropicale¹³⁴. En outre, le Mécanisme de relance du FIDA en faveur des populations rurales pauvres a permis d'affronter les principaux problèmes immédiats auxquels faisaient face les petits agriculteurs en raison de la pandémie de COVID-19, notamment les problèmes de malnutrition et d'accès à l'eau potable. En partenariat avec l'Université McGill, le FIDA a mis au point des solutions novatrices pour intégrer facilement aux projets des technologies et des indicateurs relatifs à la nutrition, afin que les décisions de gestion puissent être fondées sur des éléments probants. En collaboration avec l'Université de Wageningen, le FIDA a prêté un appui technique et pris des mesures de renforcement des capacités afin que le climat et la nutrition soient mieux intégrés à ses opérations.

84. L'UNICEF a lancé sa Stratégie pour la nutrition 2020-2030, dans laquelle elle met l'accent sur la prévention de toutes les formes de malnutrition chez l'ensemble des enfants, des adolescents et des femmes grâce à une approche systémique et à l'intensification des politiques et programmes nutritionnels préventifs, tels que les politiques adaptées aux familles, afin de créer des environnements sûrs et favorables. En outre, les activités de promotion de l'allaitement maternel ont été accélérées dans 46 pays ; un guide de programmation visant à améliorer l'alimentation des jeunes enfants et axé sur une approche systémique a été publié ; des outils de collecte de données servant à évaluer les retombées de la COVID-19 sur la nutrition et des archives documentaires permettant de surveiller la nutrition et les stratégies novatrices ont été établis et adoptés par les pays. En tant qu'organisme chef de file du Groupe de la nutrition et de son alliance technique, l'UNICEF a appuyé plus de 40 directives et déclarations conjointes en réponse à la COVID-19. Malgré les perturbations liées à la pandémie, il a aidé 118 pays à adapter et à poursuivre les programmes de nutrition maternelle et infantile. L'UNICEF est ainsi venu en aide à près de 244 millions d'enfants et de 35 millions d'adolescents en proposant des services de prévention du retard de croissance, de l'anémie et d'autres formes de malnutrition, et à 5 millions d'enfants souffrant d'émaciation grave en prodiguant des traitements et des soins leur permettant de rester en vie.

85. En collaboration avec l'OMS et l'Équipe spéciale interorganisations des Nations Unies pour la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles, le PNUD a produit plus de 20 argumentaires d'investissement¹³⁵ sur les maladies non transmissibles (MNT), dans lesquels il examine l'impact sanitaire et économique des MNT et le retour sur investissement des interventions préventives et cliniques présentant un bon rapport coût-efficacité (telles que la modélisation de l'incidence de la réduction de la consommation de sel grâce aux interventions SHAKE de l'OMS). En outre, le PNUD, l'OMS et l'Équipe spéciale interorganisations ont œuvré de concert pour aider les gouvernements à renforcer les approches multisectorielles des MNT. En 2020, avec l'appui des Volontaires des Nations Unies, le PNUD a élaboré et mis à l'essai un modèle servant à prévoir les recettes provenant de l'augmentation des taxes sur le tabac, l'alcool et les boissons sucrées. Il a créé un lien à impact social qui vise à aider les producteurs de tabac en Zambie à délaisser la culture du tabac au profit de cultures économiquement viables et nutritives.

86. Les activités du PNUE relevant de la Décennie ont porté sur la conception de politiques, la sensibilisation, l'intégration des systèmes alimentaires et de la consommation alimentaire durable aux stratégies climatiques, et la mise à l'essai de nouvelles approches. Le PNUE et les responsables du programme exécuté par le

¹³⁴ www.ifad.org/fr/web/knowledge/-/soutenir-une-agriculture-axee-sur-la-nutrition-grace-aux-especes-negligees-et-sous-utilisees-cadre-operationnel.

¹³⁵ www.who.int/publications/i/item/9789240041059.

réseau One Planet en faveur de systèmes alimentaires durables ont organisé une série de webinaires techniques sur : les répercussions de la pandémie de COVID-19 dans les villes et sur les systèmes alimentaires durables ; les avantages de l'intégration de la consommation alimentaire durable dans les contributions déterminées au niveau national (CDN) ; les stratégies climatiques nationales et l'évolution des comportements alimentaires dans le cadre de la COVID-19. En 2021, en Ouganda et en Tanzanie, le PNUE et la FAO ont encouragé l'adoption d'une approche intégrée des politiques alimentaires et agricoles dans le contexte du Sommet sur les systèmes alimentaires. En mai 2021, le PNUE a lancé un projet d'agriculture urbaine et périurbaine durable au service d'une alimentation saine et de la résilience face aux changements climatiques à Kampala (Ouganda), et a commencé à mettre en place un partenariat visant à lutter contre le gaspillage alimentaire et à favoriser une alimentation durable à Rio de Janeiro (Brésil).

87. Le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) œuvre actuellement dans plus de 90 pays afin de promouvoir des changements porteurs de transformation dans les villes et les établissements humains. Dans le cadre de la Décennie, ONU-Habitat a collaboré avec ONU-Nutrition en vue d'encourager une alimentation saine qui tient compte de la durabilité dans les zones urbaines et les zones rurales voisines, ce qui a eu pour effet de réduire les inégalités, la discrimination et la pauvreté. En outre, ONU-Habitat a rejoint le groupe de travail sur les systèmes alimentaires urbains coprésidé par la FAO et l'Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition et a participé à la préparation du Sommet sur les systèmes alimentaires en mettant l'accent sur la gouvernance territoriale.

88. En 2020, le PAM a reçu le prix Nobel de la paix pour ses efforts visant à lutter contre la faim, à promouvoir la paix dans les zones touchées par le conflit et à prévenir l'utilisation de la faim comme arme de guerre et de conflit¹³⁶. Cette même année, il est venu en aide à un total de 17,3 millions de bénéficiaires en menant des activités axées sur la nutrition dans 51 pays, et 9,1 millions de femmes et d'enfants souffrant de malnutrition aiguë ont bénéficié de programmes de traitement de la malnutrition. Toujours en 2020, le PAM a considérablement intensifié les programmes de prévention de la malnutrition : ses interventions visant à prévenir la malnutrition aiguë, le retard de croissance et les carences en micronutriments ont permis d'aider 8,4 millions de personnes. Parmi elles, on trouvait un nombre record de 5,8 millions d'enfants vulnérables, soit une augmentation de 12 % par rapport à 2019, et près de 2,6 millions de filles et de femmes enceintes et allaitantes. Des programmes tenant compte de la nutrition et s'attaquant aux causes sous-jacentes de la malnutrition ont été mis en œuvre dans 69 pays. Pour atténuer l'impact de la pandémie de COVID-19, le PAM a accru ses transferts en espèces et versé 1,15 milliard de dollars É.U. à des personnes vulnérables dans 64 pays. Il a également adapté les programmes de repas scolaires, notamment en prévoyant des rations nutritives à emporter à la maison pour sept millions d'élèves, et en augmentant les achats locaux de 17 % par rapport à 2019. Il a aidé 50 gouvernements à mettre en œuvre des mesures de protection sociale en réponse à la pandémie. En outre, il a fourni une assistance technique sur l'enrichissement des aliments ou directement distribué des aliments de base enrichis à plus de 40 pays. Il a également aidé 22 pays à prendre les décisions qui s'imposaient pour garantir que les systèmes alimentaires offrent une alimentation saine et permettent d'améliorer la nutrition, grâce à l'analyse « Fill the Nutrient Gap » (« Comblent l'écart nutritif »).

89. En outre, les organismes des Nations Unies ont œuvré de concert pour faciliter les processus de gouvernance mondiale liés à la nutrition. Ainsi, la FAO, le FIDA, l'OMS, le PAM et l'UNICEF ont fait office de comité directeur d'ONU-Nutrition,

¹³⁶ www.nobelprize.org/prizes/peace/2020/wfp/facts/.

dont le secrétariat est devenu opérationnel en 2021. Ils ont contribué à la préparation du Sommet sur les systèmes alimentaires en tant qu'organismes chefs de file pour les différentes pistes d'action et, rejoints par le PNUE, le PNUD, la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification et d'autres, ont joué un rôle d'appui central avant et pendant le Sommet¹³⁷. Ils ont également participé au groupe consultatif auprès du Gouvernement japonais aidant à la préparation du Sommet Nutrition pour la croissance.

90. Le secrétariat d'ONU-Nutrition a fourni des produits axés sur les connaissances pour favoriser la cohésion des politiques et faire en sorte que la nutrition occupe une plus grande place dans la riposte mondiale à la COVID-19. Parmi ces produits, on trouve une liste complète et constamment mise à jour des ressources des organismes des Nations Unies membres d'ONU-Nutrition. Les membres d'ONU-Nutrition, sous les auspices de l'ancien Mouvement SUN, ont également prêté un appui aux gouvernements en ce qui concerne les aspects nutritionnels de la riposte à la COVID-19. Il s'agissait notamment d'intégrer la nutrition dans les plans nationaux de riposte à la COVID-19, de contribuer à l'élaboration de plans d'intervention nutritionnelle, de fournir des orientations pour favoriser la continuité des services nutritionnels essentiels et d'établir des modèles de protection sociale tenant compte des chocs potentiels et de la nutrition. Les membres d'ONU-Nutrition ont fourni une assistance technique à 61 pays du Mouvement SUN et articulé une approche multisectorielle de la nutrition dans des cadres communs des Nations Unies. La sensibilisation des dirigeants de l'ONU et la planification conjointe des activités nutritionnelles ont abouti à une programmation commune en matière de nutrition, comme on a pu le constater dans 84 % des pays du Mouvement SUN en 2020.

91. En plus de ces réalisations, 21 nouveaux engagements ont été pris par 10 organisations internationales au titre du Sommet Nutrition pour la croissance. Ils visent à créer un environnement propice à l'amélioration de la nutrition grâce à l'élaboration de plans d'action mondiaux et nationaux et de règlements sur l'enrichissement des aliments et l'amélioration des pratiques agricoles, et à l'intégration des interventions nutritionnelles essentielles dans les soins de santé primaires¹³⁸.

IV. Voie à suivre

92. Le monde n'est pas en voie de respecter les engagements visant à mettre fin à la faim et à la malnutrition sous toutes ses formes d'ici 2030. La pandémie de COVID-19 a mis en évidence qu'il fallait notamment : i) avoir des systèmes agroalimentaires résilients, équitables et durables ; ii) reconnaître le rôle et les droits des agriculteurs familiaux et des travailleurs du secteur alimentaire ; iii) reconnaître les actions en matière de santé comme des investissements intelligents ; iv) renforcer les liens entre l'alimentation, la santé et les écosystèmes et l'utilisation de l'approche « Une seule santé » ; v) mieux faire entendre les voix des jeunes, des femmes et des peuples autochtones ; vi) consolider la bonne gouvernance en matière de nutrition. Le Sommet sur les systèmes alimentaires et le Sommet Nutrition pour la croissance tenus en 2021 ont permis d'obtenir des engagements multisectoriels concrets et ambitieux en vue d'éliminer toutes les formes de malnutrition au cours de la seconde moitié de la Décennie, d'ici 2025, et d'atteindre les ODD d'ici 2030.

¹³⁷ <https://foodsystems.community/fr/food-systems-summit-compendium/description-of-the-summit-support-structures-constituency-groups/>.

¹³⁸ www.mofa.go.jp/files/100275456.pdf.

93. L'examen à mi-parcours de la Décennie a permis de définir des domaines d'action prioritaires pour la période 2021-2025 : i) l'accès à des aliments sains à un coût abordable ; ii) des environnements alimentaires sains, ce qui signifie réglementer la reformulation et la commercialisation d'aliments hautement transformés, à forte densité énergétique et riches en graisses, en sucres et/ou en sel ; iii) l'interdépendance entre la nutrition et l'environnement et les changements climatiques¹³⁹.

94. En conclusion, sur la base de l'examen à mi-parcours et des autres processus mondiaux évoqués dans le présent rapport, il faut intensifier l'action comme suit :

a) *Accélérer les efforts dans les six domaines d'action du programme de travail de la Décennie* pour faire en sorte que les systèmes alimentaires donnent accès à des aliments sains et abordables pour tous, que les mesures nutritionnelles soient intégrées aux systèmes nationaux de santé et aux plans de couverture sanitaire universelle, que les programmes de protection sociale tenant compte de la nutrition soient transposés à plus grande échelle, que les investissements responsables dans la nutrition dans les secteurs agricole et alimentaire soient accrus, que la cohérence entre les politiques commerciales et l'action en matière de nutrition soit encouragée, que les environnements alimentaires propices à une alimentation saine soient plus solides et que la gouvernance de la nutrition soit renforcée à tous les niveaux.

b) *Relever les défis relatifs à la nutrition dans le contexte des systèmes agroalimentaires et des changements climatiques* en incluant la transformation des systèmes agroalimentaires dans les CDN afin d'atténuer les émissions de gaz à effet de serre et d'adapter les systèmes agroalimentaires aux changements climatiques, et ce en donnant la priorité à une action climatique qui favorise des résultats positifs en matière de nutrition. Les débats à ce sujet pourraient être facilités par la prochaine COP 27¹⁴⁰ et se tenir pendant les séances plénières.

c) *Renforcer les mécanismes de responsabilisation* pour s'assurer que les engagements pris au Sommet sur les systèmes alimentaires et au Sommet Nutrition pour la croissance induisent de véritables changements durables. Le cadre de responsabilités nutritionnelles établi lors du Sommet Nutrition pour la croissance est un outil utile pour améliorer la responsabilité et la transparence dont font preuve l'ensemble des acteurs. D'autres mesures doivent être prises pour intégrer les mécanismes de responsabilisation liés à l'alimentation et à la nutrition dans le suivi des progrès accomplis au regard de la réalisation des ODD et des objectifs de la décennie d'action en faveur des ODD.

d) *Aligner les engagements et les coalitions issus du Sommet sur les systèmes alimentaires et les engagements pris lors du Sommet Nutrition sur la croissance sur les modalités d'engagement de la Décennie* (c'est-à-dire les engagements SMART et les réseaux d'action) pour faire progresser le programme mondial en matière de nutrition de façon cohérente dans de multiples secteurs et pour maintenir l'élan politique en faveur de l'intensification de l'action pour la nutrition dans le contexte de l'après-Sommet sur les systèmes alimentaires et avec l'aide de son pôle de coordination¹⁴¹.

e) *Renforcer la coordination entre toutes les parties prenantes et tous les secteurs* pour lutter contre toutes les formes de malnutrition, au moyen de mesures à effet double/triple, de politiques multisectorielles efficaces et de mécanismes

¹³⁹ www.fao.org/fsnforum/fr/activities/consultations/decade-nutrition-priority-actions.

¹⁴⁰ <https://sdg.iisd.org/events/2021-un-climate-change-conference-unfccc-cop-27/>.

¹⁴¹ <https://foodsystems.community/fr/coordination-hub/>.

multipartites, en s'appuyant sur les données scientifiques les plus récentes et en collaborant avec un large éventail d'experts d'établissements universitaires¹⁴².

f) *Renforcer les mécanismes de coordination interinstitutions des Nations Unies* pour faciliter, à la demande des États Membres, la réalisation des objectifs en matière de nutrition, y compris dans le contexte de la mise en œuvre des trajectoires nationales relatives aux systèmes alimentaires ;

g) *Intensifier les activités de plaidoyer* concernant la nécessité de créer une volonté politique et de la transformer en action, à tous les niveaux, et travailler avec les décideurs pour concrétiser les engagements pris en matière d'alimentation et de nutrition, qu'il s'agisse des engagements financiers ou des investissements dans la programmation et les politiques faits pour compléter ces engagements, en mettant l'accent sur des résultats concrets et sur l'utilisation efficace des orientations stratégiques existantes, de façon à avoir un impact durable sur le long terme et à ne laisser personne de côté.

¹⁴² www.thelancet.com/series/double-burden-malnutrition.